



25 personnes, dont 6 éléments des Forces de défense et de sécurité (FDS), ont été tuées les 20 et 21 avril derniers au Cameroun. Ces victimes sont la conséquence des violents affrontements qui ont opposé forces séparatistes et forces loyalistes dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest du pays.

Ces nouveaux macchabées alourdissent le bilan humain des attaques, de type guérilla, qui secouent ces régions majoritairement anglophones du Cameroun. Les derniers affrontements ont été particulièrement violents, et on a observé qu'en plus des fusils de chasse habituellement utilisés par les séparatistes, ils ont employé des mines, et un véhicule transportant des renforts des FDS a sauté sur l'une d'elles, faisant 2 morts et 5 blessés graves. Outre les enlèvements de policiers et de gendarmes en service dans ces régions, dont certains ont été retrouvés décapités, depuis le dernier trimestre de l'année dernière, c'est la quatrième fois que des affrontements majeurs opposent les forces séparatistes aux loyalistes : ainsi aura-t-on noté, outre les affrontements du 1er octobre 2017, les attaques du 14 décembre de la même année, celles du 13 mars 2018 et enfin des 20 et 21 avril derniers.

Depuis la proclamation unilatérale et aux forceps, le 1er octobre 2017, de l'indépendance de la République d'Ambazonie, un Etat virtuel qui regrouperait les régions majoritairement anglophones du Cameroun, le bras de fer avec le gouvernement central de Yaoundé est allé crescendo. La forte violence des dernières attaques et l'utilisation de mines par les assaillants

séparatistes indiquent clairement que le conflit va de mal en pis et il faut craindre qu'il ne dégénère davantage en guerre civile.

De fait, cette crise séparatiste, qui couvait depuis des décennies, a pris du relief en 2016 avec une longue grève des enseignants et des avocats dans les régions anglophones avant de connaître un écho médiatique considérable, début octobre 2017, avec cette symbolique proclamation de l'indépendance de la virtuelle République d'Ambazonie. En vérité, depuis ce 20 mai 1972 où la naissance de la République unie du Cameroun avait été actée par référendum, la greffe anglophone au reste francophone du pays n'a jamais vraiment pris malgré ou à cause de la disparition d'une forme d'administration locale qui régissait les régions sud-ouest et nord-ouest du pays. C'est à croire que plus le pouvoir central de Yaoundé pousse à la marche vers un Cameroun unifié, plus des ressentiments aigus de laissés-pour-compte tenaillent les anglophones. Ils vivent la concentration des pouvoirs régaliens de l'Etat à Yaoundé comme une francophonisation forcée, source de disparition de leur identité avec ses particularités historiques : celles d'avoir été des populations sous protectorat allemand puis sous tutelle britannique.

Les revendications séparatistes, marginales jusque-là, commencent à inquiéter par leur allure de guerre de sécession sans qu'on voie d'initiative sérieuse de la part du gouvernement de Paul Biya pour désamorcer la crise. En tout cas, la visite à la sauvette des régions frondeuses à la fin mars par le ministre de l'Administration territoriale pour répéter une proposition de dialogue sans contenu est comme une crème de beauté étalée sur une gangrène. La preuve, les sécessionnistes lui ont répondu à coups de fusils de chasse et de mines contre les forces de l'ordre. Quand est-ce que l'occupant du palais d'Etoudi sortira-t-il de sa torpeur de roi fainéant pour éteindre les braises du séparatisme qui risquent d'allumer une guerre de sécession dans le pays ?

© Source : L'Observateur